

VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Environnement

Fiche VRE.11

Installations frigorifiques, groupes froids, climatiseurs et pompes à chaleur

Décret n°737/2007 du 7 mai 2007 abrogé et recodifié par les articles R 543-75 à R 543-123 du code de l'Environnement

Décret du 31 mars 2010 relatif à l'inspection des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles modifié

Décret n° 2010-456 du 4 mai 2010 abrogeant l'interdiction de réintroduire et réutiliser des fluides frigorigènes recyclés récupérés dans les équipements frigorifiques et climatiques

Règlement N°517/2014 du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) no 842/2006

Règlement du 5 mai 2015 n°2015/1094 concernant l'étiquetage énergétique des armoires frigorifiques professionnelles - complément à la directive 2010/30/UE

Décret n°2015-1790 du 28 décembre 2015 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés

Arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés modifié

Arrêté du 29 février 2016 relatif à la modification des arrêtés relatifs à l'agrément des organismes et à la délivrance des attestations de capacité et d'aptitude pris en application des articles R. 543-105, R. 543-106 et R. 543-108 du code de l'environnement

Arrêté du 25 juillet 2016 relatif au dispositif de détection de fuite et sa fréquence de surveillance

Arrêté du 15 décembre 2016 relatif à l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts

1. Lien avec les ICPE

A partir de certains seuils, les groupes froids, climatiseurs et les compresseurs sont des ICPE (Installation classées pour la protection de l'environnement). Dans ce cas, ces installations doivent respecter les prescriptions des arrêtés ministériels type en régime de déclaration ou d'enregistrement ou encore les arrêtés préfectoraux en régime d'autorisation.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 23/08/2019

Les seuils sont les suivants, ils sont extraits de la nomenclature des installations classées :

Rubrique n° 1511 - Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs, de la présente nomenclature.

Le volume susceptible d'être stocké étant :

1. supérieur ou égal à 150 000 m³. (A - 1)
2. supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 150 000 m³ E - AMPG* 15.04.10
3. supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³DC-AMPG* 27.03.14

Rubrique n° 1185 - Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).

1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.

Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :

- a) Supérieur à 800 l (A - 1)
- b) Supérieur à 80 l, mais inférieur ou égal à 800 l(D-AMPG*04.08.14)

2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.

- a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.....(DC-AMPG* 04.08.14)
- b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg..... (D-AMPG* 04.08.14)

3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire.

1) Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :

- a) en récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l.....(D-AMPG* 04.08.14)
- b) supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l(D-AMPG* 04.08.14)

2) Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement(D-AMPG* 04.08.14)

*AMPG : Arrêté Ministériel de prescriptions générales

2. Groupes froids et climatiseurs

2.1 Les fluides frigorigènes ou gaz à effet de serre fluoré

Composés de substances ou mélanges de substances chimiques, potentiellement dangereux pour l'environnement (gaz à effet de serre fluorés), les fluides frigorigènes sont utilisés dans les circuits de systèmes frigorifiques tels les chambres froides, les réfrigérateurs industriels et domestiques, les congélateurs, machines à glaces, vitrines réfrigérées... ou encore les pompes à chaleur et les équipements de climatisation dont la climatisation automobile.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 23/08/2019

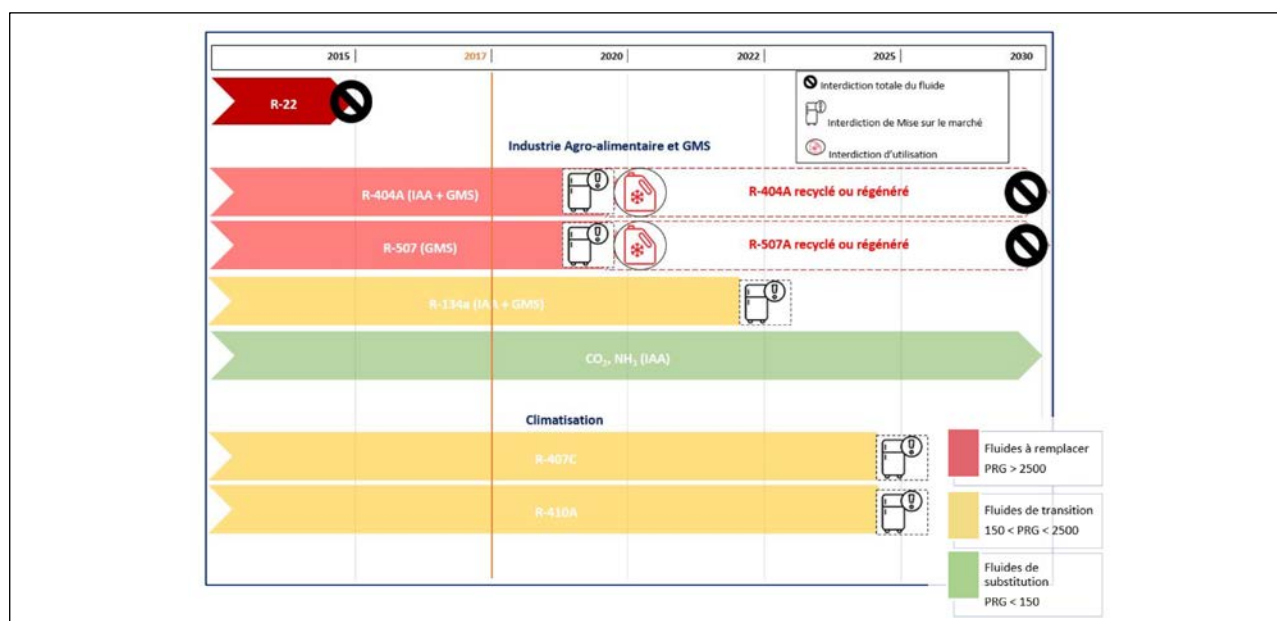
Les fluides frigorigènes sont réglementés car ils ont un Potentiel de Réchauffement climatique Global (PRG) et d'altération de la couche d'ozone important.

Le pouvoir de réchauffement planétaire (PRP) appelé également pouvoir de réchauffement global (PRG) est un indicateur qui vise à regrouper sous une seule valeur l'effet additionné de toutes les substances contribuant à l'accroissement de l'effet de serre.

Différents types de gaz sont utilisés ou ont été utilisés, la réglementation cadence leur interdiction progressive.

2.2 Chronologie d'interdiction des fluides frigorigènes

- 2015 : Interdiction totale du fluide R-22 ;
- 2020 : Interdiction de mise sur le marché et d'utilisation des fluides R-404A et R-507 ;
- 2022 : Interdiction de mise sur le marché du fluide R-134a pour les systèmes de réfrigération centralisés multipostes à usage commercial d'une capacité nominale ≥ 40 kW et un PRG ≥ 150 (sauf circuit primaire avec PRG $\leq 1\,500$ d'une installation en cascade) ;
- 2025 : Interdiction de mise sur le marché des fluides R-407C et R-410A pour les systèmes de climatisation bi-blocs contenant moins de 3 kg de HFC avec un PRG ≥ 750 ;
- 2030 : Interdiction totale des fluides R-404A et R-507, ils ne contiennent pas de chlore, mais du fluor.



2.3 Contrôle d'étanchéité

Afin d'éviter les émissions accidentelles des fluides frigorigènes, la fréquence des contrôles d'étanchéité pour les équipements contenant plus de 5 tonnes équivalent CO₂ est redéfinie par le nouveau règlement dit « règlement F ».

Le règlement n°517/2014 du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés abroge et remplace le règlement de 2006 à compter du 1er janvier 2015. Il a pour objet de prévenir et de réduire les émissions de

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 23/08/2019

gaz à effet de serre fluorés dans l'Union Européenne. Il instaure notamment un système de quotas couvrant les quantités de HFC (hydrofluorocarbones) mises sur le marché. Cela concerne les exploitants d'installations du type groupes froids, climatisations, pompes à chaleur, systèmes de protection contre l'incendie, appareils de commutation électrique, mais aussi désormais les camions et remorques frigorifiques.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les contrôles d'étanchéité sont désormais effectués à la fréquence suivante :

- pour les équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités **supérieures ou égales à 5 tonnes équivalent CO₂ mais inférieures à 50 tonnes équivalent CO₂** : au moins tous les douze mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé, au moins tous les vingt-quatre mois ;
- pour les équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités **supérieures ou égales à 50 tonnes équivalent CO₂ mais inférieures à 500 tonnes équivalent CO₂** : au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé, au moins tous les douze mois
- pour les équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités **supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂** : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé, au moins tous les six mois.

Tableau de correspondance entre les charges réelles d'HFC en kg et les charges en tonne équivalent CO₂ et définition des fréquences d'étanchéité réglementaires associées (selon le règlement No 517/2014 du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés)

Périodes du contrôle d'étanchéité des équipements				
Substances et Mélanges	PRP	12 mois	6 mois	3 mois
		5 ≤ charge < 50 t éq. CO ₂	50 ≤ charge < 500 t éq. CO ₂	500 t éq. CO ₂ ≤ charge
HFC 134a	1 430	3,5 ≤ charge < 34,9 kg	34,9 ≤ charge < 349,7 kg	349,7 kg ≤ charge
HFC 32	675	7,4 ≤ charge < 74,1 kg	74,1 ≤ charge < 740,7 kg	740,7 kg ≤ charge
HFC 404a	3 922	1,3 ≤ charge < 12,7 kg	12,7 ≤ charge < 127,5 kg	127,5 kg ≤ charge
HFC 407A	2 107	2,4 ≤ charge < 23,7 kg	23,7 ≤ charge < 237,3 kg	237,3 kg ≤ charge
HFC 407C	1 774	2,8 ≤ charge < 28,2 kg	28,2 ≤ charge < 281,9 kg	281,9 kg ≤ charge
HFC 407F	1 825	2,7 ≤ charge < 27,4 kg	27,4 ≤ charge < 274 kg	274 kg ≤ charge
HFC 410A	2 088	2,4 ≤ charge < 23,9 kg	23,9 ≤ charge < 239,5 kg	239,5 kg ≤ charge
HFC 227EA (FM 200)	3 220	1,6 ≤ charge < 15,5 kg	15,5 ≤ charge < 155,3 kg	155,3 kg ≤ charge
HFC 23	14 800	0,34 ≤ charge < 3,4 kg	3,4 ≤ charge < 33,8 kg	33,8 kg ≤ charge
SF ₆	22 800	0,22 ≤ charge < 2,2 kg	2,2 ≤ charge < 21,9 kg	21,9 kg ≤ charge

Dernière mise à jour : 06.05.2014

Source : Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

PRP = pouvoir de réchauffement planétaire

Ainsi pour calculer, le contenu en tonne équivalent CO₂ de la charge des groupes froids Q' ou climatiseurs, il faut multiplier la quantité de gaz Q en kg par son PRP et diviser par 1000 : soit

$$Q' \text{ (t eq CO}_2\text{)} = Q \text{ (Kg)} \times \text{PRP (du gaz)} / 1000$$

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 23/08/2019

Tableau définissant La période maximale entre deux contrôles d'étanchéité (selon arrêté du 29 février 2016)

CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT	PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de dispositif de détection de fuites (*)	PÉRIODE DES CONTRÔLES si un dispositif de détection de fuites (*) est installé
HCFC	2 kg ≤ charge < 30 kg	12 mois	
	30 kg ≤ charge < 300 kg	6 mois	
	300 kg ≤ charge	3 mois	
HFC, PFC	5 t.équ.CO ₂ ≤ charge < 50 t.équ.CO ₂	12 mois	24 mois
	50 t.équ.CO ₂ ≤ charge < 500 t.équ.CO ₂	6 mois	12 mois
	500 t.équ.CO ₂ ≤ charge	3 mois	6 mois
(*) Dispositif de détection de fuites respectant les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté du 25 juillet 2016.			

Pour les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés, la périodicité doublée pour les équipements disposant de détecteur de fuite.

L'arrêté du 25 juillet 2016 définit ce qu'est un dispositif de détection de fuite et sa fréquence de surveillance. C'est un dispositif permanent qui analyse au moins un des paramètres suivants :

- La pression ;
- La température ;
- Le courant du compresseur ;
- Les niveaux de liquides ;
- Le volume de la quantité rechargée.

Le dispositif est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté. Il est vérifié au moins une fois tous les 12 mois afin de garantir l'exactitude des informations relatives à la charge de fluide.

Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuites par méthode de mesures directes :

- dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO₂ ;
- dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 23/08/2019

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

« Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation. »

2.4 Détention d'une attestation de capacité

Les opérateurs, en charge de la manipulation des fluides (le raccordement par un accouplement rapide de deux unités pré chargées en fluide est considéré comme une manipulation de fluide) et des contrôles périodiques d'étanchéité, doivent détenir une attestation de capacité – pour les types d'activité et d'équipement concernés - délivrée par un organisme agréé par l'Etat. 10 organismes sont agréés pour délivrer les attestations de capacité aux opérateurs manipulant des fluides frigorigènes :

Lien afin de procéder à la vérification de la validité des opérateurs attestés :

<https://www.syderep.ademe.fr/fr/commun/gf/0/accueilrechercheoperateur/liste>

Les attestations de capacité ont une validité de 5 ans, période durant laquelle un audit sur site et une analyse annuelle de la cohérence des bilans fluides (quantité achetée, chargée, récupérée et en stock) sont réalisés par l'organisme agréé.

Le détenteur d'équipement frigorifique, pour faire réaliser les contrôles d'étanchéité, doit faire appel et vérifier l'attestation de capacité de son opérateur prestataire frigoriste.

Selon l'article R543-99 du code de l'environnement, les opérateurs mentionnés doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R. 543-108 à R. 543-112. Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements, une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement.

L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de cinq ans après vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévue à l'article R. 543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer.

L'article R543-98 précise que les distributeurs, les producteurs d'équipements préchargés et les producteurs de fluides frigorigènes sont tenus de transmettre chaque année à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie les données relatives aux quantités de fluides frigorigènes mises sur le marché, stockées, reprises ou retraitées le cas échéant.

2.5 Fiche d'intervention

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement selon l'article R543-82

Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 23/08/2019

moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.

Lors de l'élaboration d'un nouveau bordereau suite à regroupement de déchets de fluides frigorigènes, le formulaire « CERFA n° 12571 (1) » est toutefois utilisé.

Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire « CERFA n° 15497 (2) » comme fiche d'intervention.

2.6 Etiquetage des produits et équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés

2.6.1 Etiquetage suite à contrôle d'étanchéité

A compter du 1^{er} avril 2008, les exigences supplémentaires en matière d'étiquetage en ce qui concerne les produits et équipements contenant certains gaz à effet de serre fluorés sont à appliquer conformément au Règlement n° 1494/2007 de la Commission du 17 décembre 2007.

Les équipements mis sur le marché contenant une charge en fluide frigorigène supérieure à 2 kg doivent comporter de façon lisible et indélébile l'indication de la nature et de la quantité de fluide frigorigène. Cette étiquette précise clairement que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés relevant du protocole de Kyoto et leur quantité, cela figurant clairement et de manière indélébile aux endroits suivants :

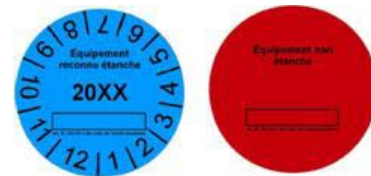
- Sur le produit ou l'équipement ;
- À côté des points de desserte utilisés pour le chargement ou la récupération de gaz à effet de serre fluoré ;
- Sur la partie du produit ou de l'équipement qui contient du gaz à effet de serre fluoré.

Les systèmes hermétiquement scellés sont étiquetés comme tels.

Le marquage réglementaire ci-contre atteste :

Pastille Bleue => la réalisation du contrôle d'étanchéité réalisée et le résultat est conforme.

Pastille Rouge => Equipement non conforme.



A compter du 1^{er} juillet 2017, dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures devront être mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou, à défaut, l'équipement devra être mis à l'arrêt, puis il sera vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité.

2.6.2 Etiquetage des armoires frigorifiques

À compter du 1^{er} juillet 2016, les fournisseurs qui mettent sur le marché ou en service des armoires frigorifiques professionnelles veillent au respect des exigences suivantes :

- Une étiquette imprimée conforme au format et au contenu informatif définis à l'annexe III est mise à disposition pour chaque armoire frigorifique professionnelle ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 23/08/2019

- Une étiquette électronique conforme au format et au contenu informatif définis à l'annexe III est mise à la disposition des distributeurs pour chaque modèle d'armoire frigorifique professionnelle ;
- Une fiche de produit conforme à l'annexe IV est mise à disposition ;
- Une fiche de produit électronique conforme à l'annexe IV est mise à la disposition des distributeurs pour chaque modèle d'armoire frigorifique professionnelle ;
- Une documentation technique conforme à l'annexe V est mise à la disposition des autorités des États membres qui en font la demande ;
- Toute publicité relative à un modèle particulier d'armoire frigorifique professionnelle et contenant des informations liées à l'énergie ou au prix comporte une référence à la classe d'efficacité énergétique de ce modèle ;
- Tout matériel promotionnel technique concernant un modèle spécifique d'armoire frigorifique professionnelle et décrivant ses paramètres techniques spécifiques fait référence à la classe d'efficacité énergétique dudit modèle.

2.7 Registre et déclaration

Tous les équipements soumis au contrôle d'étanchéité ont un registre conservé au moins 5 ans au sein duquel sont consignés :

- Quantité et type de fluide installé ;
- Quantités ajoutées lors de l'installation ou de la maintenance ;
- Quantité de fluide recyclé ou régénéré installé avec le nom de l'installation d'origine ou du régénérateur et N° de certificat ;
- Quantités récupérées ;
- Identité de l'entreprise faisant l'opération avec N° de certificat ;
- Dates et résultats de contrôles de fuite.

Le détenteur est tenu de déclarer à sa préfecture tout dégazage ponctuel de 20 kg de fluide ou tout dégazage annuel cumulé de plus de 100 kg de fluide.

Enfin l'opérateur déclare chaque année à son organisme agréé tous les mouvements de fluide de l'année écoulée par type de fluide (stockés-achetés-recyclés-régénérés-détruits).

2.8 Equipement hors d'usage

Les opérations de récupération de fluides frigorigènes effectuées sur les équipements hors d'usage sont soumises aux dispositions des articles R. 543-156 à R. 543-165 ou aux dispositions des articles R. 543-179 à R. 543-206, notamment, ils doivent être vidangés lors de la cession auprès d'un nouveau détenteur.

3. Climatiseurs et pompes à chaleur de puissance supérieure à 12 kW

3.1 Equipements concernés

Depuis le 1^{er} avril 2017, une nouvelle réglementation relative à l'inspection des systèmes de réfrigération, de climatisation et des pompes à chaleur réversibles de plus de 12 kW est entrée en vigueur.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 23/08/2019

Jusqu'ici, seules les installations de climatisation et PAC réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kW, dédiées au confort des occupants, devaient être inspectées. Depuis le 1^{er} avril, cette obligation est étendue aux systèmes de réfrigération dédiés aux process industriels. Ainsi, l'arrêté du 15 décembre 2016 a défini deux catégories d'installations :

- « **Systèmes simples** » : systèmes de climatisation et pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique nominale utile est supérieure à 12 kW et qui sont utilisés pour satisfaire les exigences de confort des occupants ;
- « **Systèmes complexes** » : systèmes de réfrigération, de climatisation et pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique nominale utile est supérieure à 12 kW, et qui sont utilisés pour satisfaire les exigences frigorifiques d'un process.

Ainsi, toutes les entreprises disposants de tels systèmes présentés ci-dessus (par exemple les data centers, les industriels de l'agroalimentaire, les entrepôts frigorifiques, etc..) doivent mettre en œuvre cette inspection avec un inspecteur formé et certifié par un organisme indépendant pour réaliser cette inspection.

3.2 Contenu et périodicité de l'inspection

L'inspection sur site devra se faire sur une installation en marche (partielle ou totale). Elle porte sur les éléments accessibles du système et notamment :

- l'équipement de froid y compris le dispositif de rejet de chaleur ;
- le réseau de distribution des fluides ;
- l'équipement extérieur de rejet de chaleur
- les unités intérieures.... Et généralement tous les éléments accessibles de l'installation.

L'inspection doit être réalisée au moins une fois tous les cinq ans ; cette fréquence est portée à une fois tous les 10 ans si le site est certifié ISO 50 001.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 23/08/2019